

RÉSOLUTION ADOPTÉE À LA 23^E SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ DE GOUVERNANCE de l'Institut de la pertinence des actes médicaux tenue le mercredi 29 mars 2023 à 18 h en présentiel

RCG-0323-169 Concernant la fiche DPI 0822-066

Concernant un projet d'investissement visant la standardisation de l'implication des chefs de département dans l'accès aux services spécialisés

- CONSIDÉRANT QUE : L'article 7.1 du Protocole d'accord de 2019 (PA 2019) indique que l'IPAM détermine la façon dont les économies devront être utilisées;
- CONSIDÉRANT QUE : Les chefs de département constituent des acteurs clés dans la mise en œuvre des mesures de pertinence ainsi que des mesures d'accès en médecine spécialisée;
- CONSIDÉRANT QUE : Les parties conviennent que cette démarche vise la reconnaissance formelle de la rémunération des chefs de département et de service à travers une entente dûment négociée; et que la présente proposition est une mesure transitoire et initiale, qui sera consolidée pour inclure les chefs de service, dans le cadre d'une entente dûment négociée;
- CONSIDÉRANT QUE : Les parties conviennent que cette rémunération ne constitue pas une rémunération médicale au sens de l'Accord Cadre et vise à rémunérer le travail de gestion desdits chefs;
- CONSIDÉRANT QUE : Les parties conviennent que le modèle de rémunération ici proposé est un modèle transitoire dans le cadre des travaux de l'IPAM et ne constituent pas le modèle de rémunération souhaité à long terme dans une entente dûment négociée;
- CONSIDÉRANT QUE : Les parties conviennent que le modèle de rémunération ici proposé vise à standardiser la rémunération entre les chefs, prenant en compte les actes obligatoires ainsi que les tâches incrémentales en fonction de la taille et les mandats incombant aux chefs dans le cadre des activités.
-

Les parties conviennent que les considérants ci-haut font partie intégrante de la présente proposition.

IL EST RÉSOLU QU' :

À la suite du dépôt d'un budget prévisionnel détaillé pour lequel les parties se sont déclarées satisfaites, mais conditionnellement à la signature d'une entente entre l'organisation responsable du projet et l'IPAM stipulant notamment les objectifs du projet « Standardisation de l'implication des chefs de département dans l'accès aux services spécialisés » et l'obligation de présenter à l'IPAM, aux périodes 6, 9 et 13, une reddition de comptes pour assurer le suivi et le contrôle des sommes investies;

D'accorder un budget de 25 371 319 \$ non récurrent pour une période d'un (1) an, à compter du 1^{er} avril 2023 :

2023/2024 25 371 319 \$



IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE :

L'acceptation du projet soit conditionnelle à la signature d'une entente entre les établissements et le MSSS stipulant que les sommes ne peuvent être utilisées que pour la rémunération des chefs de département, et à un engagement des établissements de faire une reddition de compte.

IL EST FINALEMENT RÉSOLU QUE :

Ce projet ne vise que la standardisation de la rémunération des chefs de département et que la nomination de ceux-ci demeure sous la responsabilité exclusive des établissements et se réalise selon les dispositions prévues dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (LSSSS) en s'appuyant sur les procédures locales en vigueur.

Compte tenu du caractère particulier de ce projet, il ne sera pas requis de mettre en place un comité de gouvernance de projet et que la reddition de compte qualitative telle que réalisée habituellement ne sera pas exigée. La reddition de compte budgétaire se fera aux périodes 6, 9 et 13 selon les procédures de l'IPAM et elle sera accompagnée d'un tableau qui fera état, de façon non nominative, des départements médicaux ayant confirmé la nomination de leur chef. Cette information sera ventilée par établissement.

Copie certifiée conforme, le mercredi 29 mars 2023
Le Président d'assemblée